

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires
Mars-Avril 2009

Investissement

BANQUE

Le classement 2009 des 50 premières banques mondiales par capitalisation boursière

POLITIQUE

Washington offre la paix aux taliban afghans repentis

FINANCE

Le G-20 se met d'accord pour renforcer la régulation financière

DIPLOMATIE

JOHNNIE CARSON : désigné Secrétaire d'État adjoint américain pour les Affaires africaines

DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestement.com



WWW.CIMA.CA



VILLE DE MONTRÉAL

Destination d'affaires et terre d'investissements directs étrangers



Lieu d'échange et de commerce, la région de Montréal connaît une évolution qui la destine à devenir l'une des grandes villes régionales de ce siècle. Sa position géographique, ses assises diversifiées d'activités économiques et commerciales, ses percées remarquées dans les industries du savoir, soutenues par une population instruite et cosmopolite en font un lieu privilégié de résidence, d'affaires et d'activités culturelles en Amérique du Nord. Point stratégique de l'axe Québec-Windsor, le plus densément peuplé et industrialisé du Canada, la région de Montréal s'insère naturellement dans le périmètre de la vaste mégalopole constituée des villes de Boston, New York et Washington. Avec la globalisation

croissante des marchés et l'accélération des échanges internationaux, la région métropolitaine de Montréal est une importante plaque tournante de la scène économique et culturelle du Québec, du Canada et de l'Amérique du Nord.

Centre économique de premier plan depuis sa fondation au XVII^e siècle, Montréal est rapidement devenue le berceau de l'industrie canadienne grâce à l'activité soutenue de son port et à un accès rapide à l'ensemble des marchés nord-américains. Montréal possède une kyrielle d'entreprises de pointe dans les secteurs les plus variés et excelle entre autres dans les technologies de l'information (TIC) et des communications, les sciences de la vie et l'aérospatiale. ■

EN BREF

Saviez-vous que... 6

ÉDITORIAL

G-20 DE LONDRES : en attendant les résultats 7

POLITIQUE

FRANCE-AFRIQUE: Sarkozy achève sa mini-tournée africaine 8

Washington offre la paix aux talibans afghans repentis 9

NICOLAS SARKOZY 8

Mini-tournée africaine

**JOHNNIE CARSON**

Désigné Secrétaire d'État adjoint américain pour les Affaires africaines 11

MELES ZENAWI

«L'Afrique a été entendue à Londres»

32

**RELATIONS INTERNATIONALES**

L'OTAN s'accorde sur l'Afghanistan sans envoyer de renforts massifs 10

DIPLOMATIE DES AFFAIRES

L'ambassadeur qualifie d'excellentes les relations entre l'Angola et la Chine 11

L'ambassade des États-Unis en Libye a ouvert dans ses

G-20 20

Les leaders du G-20 se mettent d'accord pour renforcer la régulation financière



services consulaires de Tripoli, une section visa pour les Libyens. 11

Ambassadeur de France au Burkina Faso : Une coopération solidaire bâtie sur le respect 12

Normalisation diplomatique entre les États-Unis et le Venezuela 15

INVESTISSEMENT

La Chine continue d'investir dans les bons du Trésor des États-Unis 16

Les pays africains se privent d'importants revenus dans le secteur minier 16

FINANCE

Le classement 2009 des 50 premières banques mondiales par capitalisation boursière 17

COMMERCE ET ÉCONOMIE

Jacques Chirac demande des mesures fortes pour les pays pauvres 19

DOSSIER

Les leaders du G-20 se mettent d'accord pour renforcer la régulation financière 20

REPORTAGE

Me Éric Allan de Bargis : Avocat d'affaires et président de l'Union française du Canada 22

DÉVELOPPEMENT

BOTSWANA L'économie la plus performante d'Afrique 25

RÉFLEXION

G-20 : PRÉSENCE AFRICAINE 26

Saviez-vous que...

- L'ensemble des mesures prises par le G20 devrait permettre d'injecter 5 000 milliards de dollars dans l'économie mondiale d'ici à la fin 2010, selon M. Brown. Quelques heures seulement après l'annonce de ces mesures, le président américain Barack Obama a estimé que ces réformes sans précédent constituent un «tournant» pour l'économie mondiale en crise, prévenant cependant qu'elles ne garantissent pas un retour rapide à la croissance. Pour Obama, c'est un sommet «très productif», marqué par un «ensemble sans précédent d'actions coordonnées» pour mieux réguler l'économie internationale. De son côté, M. Brown a considéré que ce sommet marquait la naissance d'un «nouvel ordre mondial» émergent de la crise économique.

Le G-20 rassemble le groupe des huit pays les plus industrialisés (G-8), l'Union européenne ainsi que des pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Argentine, l'Indonésie et l'Afrique du Sud. Les "Vingt" représentent 85% du produit national brut mondial, 80% des échanges mondiaux et les deux-tiers de la population mondiale.

- Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), et son équipe ont gagné. En panne de moyens financiers, de missions et de légitimité il y a seulement deux ans, le Fonds se trouve propulsé par le G20 au poste de superviseur de l'économie et de la finance mondiale. C'est à bon droit que son directeur général a pu, le 2 avril, se féliciter du renforcement du rôle de surveillance du FMI et de la nouvelle "puissance de feu" financière consentis à son institution.

- Les États-Unis sont actuellement la première économie mondiale avec 21 % du PIB/parité de pouvoir d'achat mondial (chiffre stable sur la même période). La part des nations de l'actuel Union européenne a reculé passant de 28 à 20 % tandis que celle de l'Asie de l'Est est passé de 16 à 28 %.

- La révolution industrielle débute au Royaume-Uni au début du XIXe siècle et en 1825, pour la première fois dans l'Histoire, la valeur ajoutée industrielle de ce pays dépasse celle de son agriculture, il faudra attendre 1865 pour que cela soit le cas en Prusse, 1869 au États-Unis et 1875 pour la France.

- Le taux de chômage mondial s'élève à 6,2 % (6,4 % pour les hommes, 6,1 % pour les femmes), soit 185,9 millions de personnes. Il était de 6,3 % en 2002. L'Asie de l'est a un taux de chômage de 3,3 % alors que la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord enregistre un taux de chômage de 12,2 %.

- L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) devrait maintenir son quota de production à sa réunion du 28 mai à Vienne, au cas où l'éco-

nomie mondiale se redresse, a indiqué à Alger le ministre algérien de l'Énergie, Chakib Khelil. "Si les prix restent à ce niveau (50 dollars) ou stagnent même un peu au dessous (de ce seuil), je pense que c'est une bonne chose parce qu'il ne faut pas oublier que l'économie mondiale est en décroissance", a-t-il ajouté. M. Khelil a indiqué que l'Opep "applique rigoureusement" les trois baisses d'un volume global de 4,2 millions barils/jour décidées depuis septembre.

- L'Ocde définit ainsi les paradis fiscaux : aucune fiscalité directe, secret bancaire, opacité complète des sociétés, absence d'échanges d'informations. Le G20 a permis d'accélérer et de clarifier les choses. Trois listes ont été dressées. Sur celle des bons élèves se trouvent la plupart des grandes nations, et quelques «repentis» comme les îles anglo-normandes, les îles vierges américaines, l'île de Man. Sur la liste noire, celle des irréductibles figurent seulement l'Uruguay, le Costa Rica, la Malaisie, les Philippines. La liste grise regroupe ceux qui se sont engagés à respecter prochainement les règles.

- Les pays européens comme la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche, la Suisse et même Andorre, Monaco et le Lichtenstein ne devraient pas poser de problèmes, même si quelques-uns essaieront de tourner les règles, peut-être en essayant de limiter la fin du secret bancaire aux opérations de blanchiment et aux fonds d'origine criminelle, tout en conservant ceux de l'évasion fiscale. On peut rester sceptique quant à la coopération de Vanuatu, les îles Cayman, Antigua, Moustique, Samoa et autres mini-états se drapant dans leur souveraineté nationale.

- Le Botswana est le pays qui a connu la croissance la plus rapide au monde depuis 1966. Il est considéré dans le monde comme un modèle de succès pour l'Afrique. C'est un petit pays enclavé qui compte 1,8 million d'habitants et qui était l'un des pays d'Afrique les plus pauvres au moment de son indépendance en 1966 avec un PIB par personne de 70\$ US. Aujourd'hui le Botswana a un PNB par habitant de 5.900 dollars. Depuis cette date, le pays a été témoin d'une croissance sans précédent, renforcée par une gouvernance démocratique ainsi que d'une stabilité politique et macroéconomique.

- La croissance mondiale devrait repasser timidement dans le vert (+1,5%), après un recul de 1,5% en 2009. "2010 sera meilleur que 2009 mais restera une mauvaise année. La croissance devrait être négative dans la plupart des pays de la zone euro et légèrement positive aux États-Unis. On continuera à accumuler un déficit par rapport à la trajectoire de croissance passée de 2%", D'où le fait qu'on ne peut pas parler de reprise. ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Télé Udimba**
Directeur général: **Dr Hilaire Woma**
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

ADMINISTRATION

Élodie Rukiza
Coordonnatrice générale: **Kawia Nacro**

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Télé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **Antoine Lukaso**
Relations avec les institutions: **Joseph Tete**
Développement des affaires: **Ignace Lumumba**
Directeur de projets: **Dr Hilaire Kasongo**
Chargé de mission: **Sylla Naby Laye**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Amisi Rukiza**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Naby S.**
Publicité, abonnement et vente: **Fatou Rukiza**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Ousmane Sow**
Chef réviseur: **Dr Woma Kasonga**
Journalistes: **Ousmane Sow**
Reportage: **Ousmane Sow**

STAGIAIRES

Eva Sow
Wè-nssè Nacro
Éric Ndala

PRODUCTION

Directeur de production: **Jean Télé**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **Transcontinental**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Promo invest
Avacbéton

DISTRIBUTION

Distribution ciblée: WABC
Remerciements:

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe diplomat Investissement
Ont également collaboré à ce numéro: **Moise Mougnan, Pascal Lemba**.

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration. Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine Diplomat Investissement

6830, av. du Parc, suite 565 Montréal, Québec H3N1W7 Canada
Téléphone: (514) 271-0071 - Télécopieur: (514) 273-0120
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
Site Web: www.diplomatinvestissement.com
Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

G-20 DE LONDRES

En attendant les résultats

Jean Télé Udimba

Les images étaient impressionnantes certes : 20 chefs d'État représentant plus de 87% de la richesse mondiale étaient réunis autour d'une table et de Gordon Brown pour remettre « sur les rails » la finance mondiale en déroute, victime de ses propres dérapages. Évidemment, Barack Obama était entendu avec espoir. Il a été la grande vedette de ce meeting en compagnie du leader chinois Hu Jintao, les deux chefs susceptibles de mener la charge pour une reprise en mains durables.

Les observateurs étaient nombreux qui doutaient que de décisions réelles soient prises. On craignait surtout une inflation de discours, de bonnes intentions qui ne seront suivies d'aucun effet. Pourtant, les résultats ont été à la hauteur des attentes et ce, grâce au leadership d'Obama et à la détermination de Gordon Brown.

Pour le président Barack Obama le sommet de Londres était "un tournant" dans la poursuite du redressement économique au niveau international, et que les pays du G-20 avaient rejeté le protectionnisme susceptible d'approfondir la crise. Il a également appelé à l'unité internationale sur cette crise, soulignant qu'il s'agissait d'un devoir à l'égard des citoyens. "Il est difficile pour 20 chefs d'État de combler nos différends", a-t-il toutefois déclaré.

Barack Obama a affirmé que les dirigeants réunis à Londres s'étaient mis d'accord sur "des mesures sans précédent pour rétablir la croissance et empêcher qu'une crise telle que celle-ci se produise à nouveau".

Il a qualifié la réunion de "très productive" et d'historique en raison de l'étenue des défis auxquels le monde est confronté face à la crise économique.

Selon lui, le document que le G-20 a produit et les actions qui en découleront "reflètent toute une gamme de nos priorités".

"Nous voulions nous assurer que nous avons une réponse forte, coordonnée pour la croissance" et "nous pensions qu'il était important d'avoir une réponse forte et coordonnée pour la régulation", a-t-il dit, ajoutant que ces deux points avaient trouvé une réponse.

Il a toutefois ajouté qu'il faudra "attendre et voir" si les actions prises par les participants au sommet seraient suffisantes. Il ne faut cependant pas faire preuve de jovialité exacerbée. Tous les problèmes n'ont pas été réglés. Loin d'en faut ! La principale revendication de Nicolas Sarkozy, la refonte complète du système capitaliste, malgré les euphémismes, est passée à la trappe face à l'intransigeance des États-Unis qui ne voulaient point en entendre parler. Également, les pays qualifiés de « paradis fiscaux », principaux complices de l'évasion fiscale ont eu droit à un sursis. La résolution finale est moins musclée à leur endroit.

Dans tous les cas de figure, la leçon à retenir de cette rencontre de Londres est que la prise de conscience a opéré. Il est devenu indéniable que les choses ne pouvaient rester en l'état. La statu quo est intenable au risque de voir toute l'économie mondiale conduite à la ruine. Et les dirigeants ont pris soin de mettre des balises qui conduiront, sûrement, à une reprise moins lente que prévue. Chaque pays doit contribuer, en fonction de ses propres réalités économiques à cette relance. Il faut également exercer un contrôle gouvernemental accru sur les Bourses et les transactions financières afin de juguler les bulles spéculatives. Bref, il est urgent que les autorités de régulation retrouvent leur rôle et l'exercent dans les règles de l'art. C'est seulement à ce prix que Londres ne sera pas un autre « machin » sans avenir. ■

FRANCE-AFRIQUE

Sarkozy achève sa mini-tournée africaine

Ousmane Sow

Nicolas Sarkozy a achevé au Niger sa mini-tournée africaine entamée la veille au Congo-Kinshasa. Le président français a plaidé pour la paix dans la région des Grands Lacs et "une relation renouvelée entre la France et l'Afrique".

A son arrivée à Niamey, accompagné d'une délégation et en provenance de Brazzaville (Congo), M. Sarkozy a été accueilli par son homologue Mamadou Tandja. Il devait aussi s'entretenir avec des représentants des différents partis politiques locaux et de la société civile.

Le Niger est le plus important producteur d'uranium en Afrique. Le nord du pays, où cette ressource est exploitée, est le théâtre d'une rébellion des Touaregs qui se plaignent de ce que la pauvreté continue d'être le lot de la région en dépit de ses richesses. Les Touaregs ont pris les armes contre le gouvernement dans les années 1990 et signé un accord de paix en 1995. Mais les hostilités ont repris en 2007 à la suite des forages entrepris par les autorités dans le nord du pays.

En 2008, quatre ressortissants français travaillant pour le géant nucléaire Areva

ont été enlevés par des rebelles avant d'être relâchés au bout de quelques jours. Areva a conclu avec le Niger en janvier dernier un accord d'exploitation du plus important gisement d'uranium d'Afrique. Malgré sa richesse minière, le Niger reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Nicolas Sarkozy avait entamé son déplacement africain à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), où la présidente du directoire d'Areva Anne Lauvergeon et le ministre des Mines Martin Kabwelulu ont signé un accord portant sur la recherche et l'exploitation future de gisements d'uranium, selon un communiqué diffusé par le groupe nucléaire.

Le texte prévoit la mise en place par les partenaires d'une commission mixte chargée d'élaborer le programme technique de prospection, souligne le communiqué en précisant que les travaux qui vont être menés "conjointement par les parties commenceront par un recensement précis des sites et une mise à jour des bases de données".

A Kinshasa, M. Sarkozy a appelé la RDC et ses voisins des Grands Lacs à organiser "leur bon voisinage", grâce auquel "les peuples d'Afrique centrale vivront riches et en paix". Après un entretien avec le pré-



Nicolas Sarkozy en Afrique

sident Joseph Kabila, le chef de l'Elysée a salué le récent rapprochement entre Kinshasa et Kigali (Rwanda) et insisté sur la souveraineté de l'ex-Zaïre. Il s'agissait d'apaiser les inquiétudes qu'il avait suscitées récemment en évoquant un "partage" de l'"espace" et des "richesses" notamment minières de la RDC avec le petit Rwanda voisin.

Le président français était également venu soumettre "une série d'idées" concernant des projets concrets dans les transports ou la production d'électricité, qui pourraient réunir la RDC, le Rwanda, l'Ouganda mais aussi le Burundi ou la Tanzanie, selon l'Elysée. Paris aurait même déjà pris langue avec d'éventuels bailleurs de fonds pour financer ces projets. Lors d'un court arrêt à Brazzaville, au Congo voisin, Nicolas Sarkozy a ensuite plaidé devant le Parlement pour une "relation renouvelée" et fondée sur la transparence entre la France et l'Afrique. "Ce sont d'abord les peuples, le peuple de France, le peuple du Congo, qui doivent être à l'unisson de valeurs partagées. C'est cette fraternité que nous devons retrouver", a déclaré le président français. ■



Nicolas Sarkozy et Joseph Kabila à Kinshasa

Washington offre la paix aux talibans afghans repentis

Hilaire Kasongo

Les Etats-Unis ont tendu un rameau d'olivier aux combattants talibans qui renonceraient à la violence, lors de la conférence internationale de La Haye sur l'Afghanistan.

Les Iraniens, invités à la réunion, ont redit leur opposition à toute présence militaire étrangère en Afghanistan, qu'ils jugent inefficace, mais ont promis de participer à la lutte contre le trafic de drogue qui finance en partie l'insurrection islamiste.

Cette conférence d'une journée dans la capitale néerlandaise était l'occasion pour Washington de détailler sa nouvelle stratégie en Afghanistan, présentée vendredi dernier par le président Barack Obama et

centrée sur la destruction d'Al Qaïda avec la participation des Etats de la région, notamment le Pakistan et l'Iran. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a souligné lors de son discours devant les délégués de 90 pays que les talibans qui accepteraient de renoncer à l'extrémisme devaient pouvoir bénéficier d'une "forme honorable de réconciliation".

"Nous devons soutenir les efforts du gouvernement afghan en vue de séparer les extrémistes d'Al Qaïda et des talibans de ceux qui ont rejoint leurs rangs non par conviction mais par désespoir", a-t-elle dit. "On doit leur offrir une forme honorable de réconciliation afin qu'ils se réinsèrent dans une société pacifique, s'ils sont disposés à renoncer à la violence, à rompre avec Al Qaïda et à soutenir la Constitu-

tion." Selon un diplomate français en poste à Bruxelles, toutefois, "il n'y a pas d'unanimité absolue sur la réconciliation". "Certains pensent que tant que les talibans ne seront pas en position de faiblesse militairement parlant, il sera difficile d'avancer sur ces discussions", a-t-il dit.

UNE PRÉSENCE IRANIENNE "LOGIQUE"

Le président afghan Hamid Karzaï a salué la nouvelle approche américaine "régionale" de la situation dans son pays, soulignant cependant que la politique de réconciliation ne pouvait aboutir "que sous l'égide des institutions nationales afghanes".

Le représentant iranien, le vice-ministre des Affaires étrangères, Mohammad Mehdi Akhoundzadeh, a de nouveau dénoncé la présence de troupes étrangères en Afghanistan, "qui n'a pas amélioré les choses et dont le renforcement s'avérerait également sans effet".

Il a toutefois ajouté que son pays était "tout à fait disposé" à participer aux projets internationaux de lutte contre le trafic de drogue, ainsi qu'aux programmes de reconstruction de l'Afghanistan.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a également déclaré que son pays était prêt à contribuer à cet effort. "Il faut qu'aux mesures antiterroristes s'ajoutent des mesures socio-économiques afin de reconstruire l'Afghanistan et la Russie est tout à fait prête à participer à cet effort", a-t-il dit.

Hillary Clinton était à l'origine de l'invitation lancée aux Iraniens mais n'avait aucun projet de rencontre avec les délégués de Téhéran présents à la conférence. Richard Holbrooke, représentant spécial américain pour l'Afghanistan et le Pakistan, a jugé logique cette présence des Iraniens à La Haye.

"Comment parler de l'Afghanistan et ex-clure des discussions l'un des pays voisins?", a-t-il dit aux journalistes.

Cette approche d'ouverture envers la République islamique, qui partage une frontière avec l'ouest de l'Afghanistan, contraste fortement avec la politique d'isolement de l'Iran pratiquée par le président George Bush, qui avait fait de ce pays l'un des principaux maillons de son "axe du Mal".



Hillary Clinton

L'OTAN s'accorde sur l'Afghanistan sans envoyer de renforts massifs

Antoine Lukaso

Au sommet de l'OTAN à Strasbourg, les Européens ont affiché leur soutien à la nouvelle stratégie américaine de soutien "global" à l'Afghanistan et promis d'y envoyer plusieurs milliers d'hommes supplémentaires pour former les forces de l'ordre, sans pour autant répondre à la demande américaine d'engager des renforts militaires massifs. Le sommet du 60e anniversaire, organisé conjointement par la France et l'Allemagne, a été aussi marqué par la désignation difficile du Premier ministre danois en exercice, Anders Fogh Rasmussen, au poste de secrétaire général, malgré sa très mauvaise image chez les musulmans. Le travail des chefs d'Etat n'a en revanche pas été perturbé par les violentes manifestations qui ont éclaté en plusieurs points de la capitale alsacienne soumise à un gigantesque dispositif de sécurité.

Le nouveau président américain Barack Obama, qui participait à un tel sommet pour la première fois et a été accueilli avec enthousiasme par ses partenaires, et s'est dit "heureux de voir que nos alliés (aient) affirmé leur soutien plein et unanime à notre nouvelle stratégie". Il a salué leurs "engagements concrets" qui se traduiront selon lui par 5.000 policiers et soldats pour encadrer l'armée et la police afghanes et assurer la sécurité avant les élections. Une façon de contribuer à la sécurité de manière aussi vitale que des soldats directement engagés contre les insurgés qui se renforcent dans tout le pays, a argué le président américain.

Plusieurs pays -au moins dix, selon le secrétaire général sortant Jaap de Hoop Scheffer- ont annoncé l'envoi de renforts, mais d'autres, confirmant la persistance de points de vue éloignés sur l'Afghanistan, se sont contentés de promettre de l'aide civile ou humanitaire. Le dossier est pourtant crucial pour la crédibilité future de l'Alliance, fondée à l'origine comme un contrepoids à l'Union soviétique, mais qui étend désormais ses actions à la lutte contre le terrorisme et les nouvelles menaces. Un groupe de sages a d'ailleurs été chargé de remettre à jour le "concept stratégique" de l'Alliance pour le prochain sommet. L'OTAN a aussi souligné sa vo-



lonté d'améliorer ses relations avec la Russie, très dégradées depuis l'invasion de la Géorgie en août dernier. Mais les alliés ont dans le même temps renouvelé leur demande d'un retrait russe du territoire géorgien et de l'annulation de la reconnaissance unilatérale des régions géorgiennes d'Ossétie du Nord et d'Abkhazie. Dans leur communiqué final, les alliés affirment aussi que leur porte "restera ouverte" en vue de l'adhésion de nouveaux membres. Ils ne mentionnent pas directement l'adhésion d'anciens territoires de l'Union soviétique, une perspective qui hérisse Moscou.

La désignation du prochain secrétaire général de l'Alliance, qui succédera le 1er août à Jaap de Hoop Scheffer, a aussi beaucoup occupé les diplomates en raison de l'opposition de la Turquie à la candidature d'Anders Fogh Rasmussen. Ce dernier avait notamment défendu les caricatures de Mahomet au nom de la liberté d'expression et s'oppose à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Ankara a fait valoir qu'il n'était pas le meilleur candidat au moment où l'OTAN cherche le soutien des musulmans afghans et pakistanais dans sa lutte contre le terrorisme, mais a fini par se rallier à l'avis unanime du sommet. Il aura fallu pour cela une longue conversation téléphonique entre le chef du gouvernement ita-

lien Silvio Berlusconi et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, puis une rencontre entre Barack Obama et le président turc Abdullah Gül, ce qui a accentué l'important retard pris sur le programme du sommet. "Nous sommes heureux de voir que nos inquiétudes ont été prises en compte", a déclaré M. Gül lors de sa conférence de presse finale. M. Rasmussen a promis de "faire des efforts exceptionnels pour ouvrir un dialogue constructif avec le monde musulman", a rapporté le dirigeant turc. Les chefs d'Etat avaient commencé la journée en traversant le Rhin pour souligner le caractère transfrontalier du sommet et l'importance de la réconciliation franco-allemande, mais les opposants à l'OTAN venus des deux côtés de la frontière n'ont eux pas été autorisés à franchir le Rhin. A Kehl, environ 7.000 manifestants pacifistes ou antimondialistes ont buté, dans le calme, contre l'impressionnant barrage de la police allemande interdisant le pont de l'Europe.

De l'autre côté, des groupes violents ont bousculé les barrages de police, incendié des bâtiments proches du Rhin dont un hôtel et s'en sont pris aux forces de l'ordre. Ils ont été repoussés par des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Plusieurs manifestants ont été interpellés et une dizaine auraient été légèrement blessés. ■

JOHNNIE CARSON

Désigné Secrétaire d'État adjoint américain pour les Affaires africaines

Jean Télé

Le président américain Barack Obama a désigné l'ambassadeur Johnnie Carson secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, a annoncé la Maison Blanche.

M. Carson fut adjoint de l'actuelle ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Susan Rice, lorsqu'elle était elle-même secrétaire d'État adjoint pour les Affaires africaines sous la chef de la diplomatie américaine Madeleine Albright.

Il était depuis 2006, après 37 années au département d'État, au National Intelligence Council du ministère des Affaires étrangères où il était chargé de l'Afrique, selon un communiqué de la Maison Blanche. Spécialiste de ce continent, M. Carson a été ambassadeur au Kenya (1999-2003), au Zimbabwe (1995-1997) et en Ouganda (1991-1994). Au cours de sa carrière, il a également rempli des missions au Botswana, au Mozambique et au Nigeria. Dans les années 60, M. Carson avait été bénévole de l'organisation humanitaire Peace Corps en Tanzanie. Il a également obtenu un prix prestigieux pour son action dans la prévention du sida au



Johnnie Carson

Kenya. Pour s'occuper des Affaires africaines, le président Obama a choisi un expert. Johnnie Carson, qui est afro-américain, a toujours eu une passion pour le continent. Le peu que l'on sait jusqu'à présent de la politique africaine que Johnnie Carson va mener au nom de la nouvelle administration a été exposé le mois dernier par Phil Carter, qui assurait l'intérim. Il a souligné la volonté de Washington de travailler en partenariat avec les Africains. « Avant les États-Unis travaillaient pour l'Afrique, nous voulons maintenant travailler avec », a-t-il dit.

Les quatre priorités sur lesquelles les États-Unis veulent se concentrer sont la sécurité - en fournissant aux pays africains la formation, l'équipement, la logistique nécessaires à leur stabilité, comme en République démocratique du Congo, au Libéria ou au Sud-Soudan -, la promotion de la démocratie, l'aide économique, qui ne diminuera pas en dépit de la crise (elle devrait être doublée d'ici à 2012, passant de 5 à 10 milliards de dollars), et enfin la continuation du programme de lutte contre le sida qui est considéré comme l'un des succès de George Bush. ■

L'ambassadeur qualifie d'excellentes les relations entre l'Angola et la Chine

L'ambassadeur de la Chine en Angola, Zhang Bolun, a considéré, à Luanda, comme excellentes les relations entre son pays et l'Angola. Dans une interview exclusive accordée à l'Angop, le diplomate a précisé qu'elles ont gagné un grand élan surtout à la fin de la guerre en 2002, grâce à l'entente, compréhension et amitié entre les deux pays et peuples.

Sur le plan politique, il a fait allusion au fait que le Président angolais, José Eduardo dos Santos, a effectué quatre visites d'État dans son pays pour démontrer la proximité entre les deux États. Zhang Bolun a fait savoir qu'en 2008, l'Angola a été

le premier partenaire commercial de la Chine en Afrique, avec un chiffre d'affaires évalué entre 25 milliards de dollars.

Au cours de cette année, le bilan commercial a été favorable pour l'Angola, une fois que la Chine a importé une grande quantité de pétrole (31 millions de tonnes), contre le 3 millions d'importation à partir de ce pays asiatique, relativement à la machinerie, matériaux de construction et d'autres articles d'usage quotidien. L'ambassadeur a encore indiqué qu'à ce moment le processus va s'étendre dans les secteurs comme la construction des aéroports, télécommunications et des résidences sociales. Le diplomate a encore révélé que plus de 50 mille chinois travaillent dans les différents travaux en Angola.

L'ambassade des États-Unis en Libye a ouvert dans ses services consulaires de Tripoli, une section visa pour les Libyens.

Ce service, qui intervient après 36 ans d'interruption à la suite du départ du dernier ambassadeur américain de Libye et la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 1979, vient renforcer entre Tripoli et Washington des relations bilatérales définitivement scellées à la suite de la dernière visite, fin 2008, de la secrétaire d'État américaine d'alors, Condolezza Rice dans ce pays d'Afrique du Nord. Dans une intervention à cette occasion, l'ambassadeur des États-Unis en Libye, Gene Cretz, a souligné que cette mesure représente un

signe important de l'engagement de son pays à construire des relations naturelles avec la Libye et son peuple. Il a indiqué que les étudiants, hommes d'affaires, sportifs, artistes ou diplomates n'auront plus besoin de se rendre en Tunisie pour obtenir le visa d'entrée aux États-Unis et appelé les autorités libyennes à prendre des dispositions similaires afin que davantage d'Américains viennent en Libye, ce qui consolidera et approfondira les liens entre les deux pays. M. Cretz, qui est le premier ambassadeur à représenter les États-Unis en Libye depuis trois décennies, a pris ses fonctions en décembre 2008. Les deux pays ont réouvert des représentations dans leurs capitales respectives en 2004 et 2006. ■

AMBASSADEUR DE FRANCE AU BURKINA FASO

Une coopération solidaire bâtie sur le respect

La France est le premier partenaire au développement du Burkina Faso. Les deux pays sont liés par de multiples accords mutuellement bénéfiques et leurs dirigeants entendent persévérer dans cette voie. C'est ce que confirme, dans l'entretien suivant, l'ambassadeur de France à Ouagadougou.

_____Rodrigue Fénelon MASSALA*

Diplomat investissement : Excellence, pouvez-vous brièvement vous exprimer sur l'état des relations bilatérales entre le Burkina Faso et la France puis sur l'utilité des journées économiques du Burkina Faso ?

Ambassadeur : Je serais tenté de vous dire que les relations franco-burkinabè sont à leur zenith. En termes de contacts politiques tout d'abord, puisque jamais, au cours des années récentes, on n'a dénombré autant de visites à haut niveau de part et d'autre. Comme vous le savez, trois ministres français se sont rendus à Ouagadougou cette année : MM. Bernard Kouchner, Alain Joyandet (qui est d'ailleurs venu à deux reprises), et Brice Hortefeux. Le président Compaoré a eu deux entretiens à l'Elysée avec le président Sarkozy, une première fois en mars 2008 et à nouveau mi-novembre dernier. Le premier ministre burkinabè, M. Tertius Zongo, s'est lui rendu à Paris et à Lyon à l'occasion de la tenue des Journées économiques du Burkina Faso en France. Ces contacts intenses et à haut niveau reflètent bien évidemment la qualité et la proximité de la relation bilatérale.

En 48 ans de relations bilatérales, quelles réalisations de votre pays ont été les plus marquantes au Burkina Faso ?

Il ne me semble pas que l'énumération d'une liste «à la Prévert» serait réellement pertinente, parce qu'elle laisserait dans l'ombre des actions importantes car structurantes, qui ne sont pas, pour autant, «médiatisables». Je prends pour exemple le travail de longue haleine qui est consenti chaque année à travers le programme de bourses du gouvernement français, pour permettre au Burkina Faso de disposer de cadres bien formés, capables de prendre en charge la gouvernance économique, administrative et sanitaire du pays. Depuis 48 ans, la France y contribue. La terminologie a changé au gré des



M. François GOLDBLATT, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France au Burkina Faso

concepts du moment – nous sommes passés de la notion de formation, à celle de transfert de compétences, en passant par le renforcement des capacités. Ceci dit, le paradigme de base est le même : un pays, pour aller de l'avant, a besoin de structures solides, bien gérées, avec des hommes et des femmes de qualité pour les faire vivre et évoluer. Aussi, je dirais plus simplement que la France, depuis 48 ans, n'a jamais ménagé ses efforts pour accompagner (au sens étymologique du terme, faire avec, cheminer avec) le Burkina Faso dans son développement.

La France et le Burkina Faso ont élargi les axes de coopération en expérimentant la coopération décentralisée. Pouvez-vous, Excellence, nous situer sur l'état de cette nouvelle donnée de la coopération?

La France «expérimente» la coopération décentralisée (pour reprendre la formule de la question) depuis 1967. En effet, le premier projet de coopération décentralisée entre Loudun et la Com-

mune de Ouagadougou a aujourd'hui plus de 40 ans. Il me semble donc que nous avons, le Burkina Faso et la France, dépassé le stade de l'expérimentation pour atteindre aujourd'hui une réelle maturité, qui permet à la coopération décentralisée française d'être un vrai partenaire pour les nouvelles collectivités burkinabè. Je citerai deux exemples pour expliciter le saut qualitatif qui a été fait ces dernières années :

1/ La construction du marché de Ouagadougou.

Le marché de Ouagadougou a été financé via un prêt de l'AFD. Je souligne ici tout le caractère novateur de cette démarche, car, jusqu'à présent, l'AFD ne consentait des prêts qu'aux Etats. La France s'est adaptée à l'évolution institutionnelle du pays et reconnaît aussi pleinement l'émergence des nouveaux acteurs que sont les collectivités territoriales.

2/ La formation des secrétaires généraux des mairies.

A la demande du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, un programme de formation des secrétaires généraux a été mis en place avec le concours, notamment, du conseil général de la Vienne, co-financeur du programme. Ceci démontre que la coopération décentralisée française, à côté du financement de projets classiques dans les secteurs traditionnels d'intervention –éducation, santé, eau et assainissement, etc ...–, accompagne également ses partenaires à travers des projets d'appui institutionnel. Il me semble donc qu'aujourd'hui, la coopération décentralisée française se professionnalise et intervient davantage comme un «bailleur de fonds» multisectoriels, en articulation avec les plans de développement communaux et en concertation étroite avec les équipes municipales

Nous observons que entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique de l'espace francophone, de sérieux problèmes

de mobilité des étudiants dues au fait des conditions restrictives d'obtention du visa. Cela amène les étudiants de cet espace tout comme les chercheurs à se tourner vers l'espace anglo-saxon. N'est-il pas temps que les conditions d'entrée en France soient allégées ?

L'accueil des étudiants étrangers dans les établissements français d'enseignement est une préoccupation constante des autorités françaises. La formation des élites est même un volet essentiel de notre coopération. Je me réjouis ainsi que la France se situe au 4ème rang des pays choisis par les jeunes étrangers pour y faire leurs études. C'est bien la preuve que les portes de nos universités et grandes écoles sont largement ouvertes.

Cette action s'articule autour de 3 axes stratégiques :

- la formation de jeunes élites en France comme à l'étranger ;
- la construction de réseaux et de partenariats scientifiques ;
- l'attention portée aux problèmes du Sud, dans le cadre des enjeux du développement durable.

La volonté du gouvernement français d'accueillir les étudiants se traduit notamment par une politique active de promotion de l'enseignement supérieur et de l'accueil des étudiants. Elle s'est concrétisée au Burkina Faso par l'ouverture, le 18 novembre dernier, d'un « espace Campus France » qui vise à encourager et faciliter la mobilité étudiante. Cet espace a ainsi été conçu pour devenir un lieu de référence pour les étudiants et futurs étudiants souhaitant poursuivre leurs études en France. A cette fin, Il propose une information générale sur l'offre d'enseignement supérieur en France, et surtout une assistance individuelle pour chaque étudiant burkinabé souhaitant poursuivre ses études en France. En ce sens, il est un outil pour améliorer la qualité des services offerts aux étudiants car il permet à notre ambassade de s'assurer de l'adéquation entre les projets professionnels des étudiants et les filières de formation françaises. C'est dans le cadre de cette politique prioritaire que sont instruites les demandes de visas présentées par les étudiants. La constitution du dossier est simple, mais comme il s'agit de visas de long séjour, un certain nombre de pièces justificatives doivent être jointes. Il s'agit notamment des justificatifs des études déjà suivies au Burkina Faso et des capacités à



Rodrigue Fénelon MASSALA, correspondant du Magazine Diplomat investissement et l'ambassadeur François GOLDBLATT

financer le séjour en France de l'étudiant. Surtout, doit être jointe une lettre précisant les motivations de l'étudiant, notamment quant à ses perspectives d'activité professionnelle future. Par ailleurs, afin de faciliter le séjour en France des étudiants, ceux-ci sont autorisés à exercer une activité professionnelle à temps partiel pendant la durée de leurs études. En outre, le gouvernement français vient d'autoriser les étudiants parvenus en fin d'étude à demeurer en France le temps d'y rechercher un premier emploi. Les étudiants burkinabés connaissent bien nos procédures. Ils sollicitent le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade pour les orienter et les conseiller. Ce service est bien naturellement amené à porter un avis pédagogique sur le dossier de chaque étudiant avant sa soumission au consulat. Notre politique en matière de visas est très ouverte aux étudiants burkinabés. Pour les 10 premiers mois de l'année, 288 étu-

dants ont obtenu leur visa soit 47 % des demandes. Ce nombre est en légère progression depuis plusieurs années. En 2007, 328 visas ont été accordés (319 en 2006, 286 en 2005).

L'adoption du principe de l'immigration choisie par la France inquiète sans cesse les Africains qui y voient un model typique de pillage de ces cadres. Qu'en pensez-vous ?

Au cours de sa visite au Burkina Faso le 7 octobre 2008, le ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, M. Brice HORTEFEUX, a fait une présentation très claire des changements intervenus dans la politique française. Il a notamment déclaré que l'époque où les pays d'accueil se préoccupaient exclusivement de leurs propres intérêts, et où les pays d'origine étaient ainsi soulagés de ne pas avoir à gérer une évolution démographique forte, était révolue. La nouvelle

politique d'immigration française consiste à ce que le pays d'accueil se préoccupe des objectifs du pays d'origine et que le pays d'origine prenne en compte les défis auxquels le pays d'accueil est confronté. C'est dans cette perspective que sont négociés, entre la France et les pays africains qui le souhaitent, des accords concertés sur la gestion des flux migratoires. Le Burkina Faso devrait ainsi signer prochainement un accord avec la France, peut-être même d'ici la fin de l'année. Ces accords comportent généralement une liste des métiers auxquels peuvent accéder en France sans contrainte les ressortissants de l'Etat africain signataire. Et, contrairement à une idée largement répandue, ces listes ne correspondent pas uniquement, loin de là, à des métiers de cadres.

L'Europe sous les exigences de la France vient d'adopter un pacte européen sur l'immigration et de l'asile. Pouvez-vous, Excellence, nous éclairer sur les objectifs de l'harmonisation d'une telle politique ?

L'Europe se contentait, jusqu'ici, de déclarations de principe et de directives techniques, mais tout cela ne faisait pas une politique. La volonté du Président SARKOZY a été de proposer à nos partenaires un texte plus politique permettant, sur la base de principes clairs, d'avoir une véritable action commune au niveau de l'Europe. En matière d'immigration comme d'asile, grâce à ce pacte, pour la première fois, une stratégie commune est établie, avec des objectifs cohérents, des outils concrets et un calendrier. Le Pacte européen sur l'immigration et l'asile, projet français, est aujourd'hui, une réalité européenne. Ce texte été solennellement adopté par les 27 chefs d'Etat et de gouvernement, le 16 octobre 2008, à Bruxelles. Ce Pacte engage les Etats membres autour de 5 axes forts :

1. Organiser l'immigration légale en tenant compte des priorités, des besoins et des capacités d'accueil, autant de paramètres déterminés par chaque Etat membre, et favoriser l'intégration ;
2. Lutter contre l'immigration irrégulière, notamment en assurant le retour dans leur pays d'origine, ou vers un pays de transit, des étrangers en situation irrégulière ;
3. Renforcer l'efficacité des contrôles aux frontières ;

4. Bâtir une Europe de l'asile ;

5. Créer un partenariat global avec les pays d'origine et de transit favorisant les synergies entre les migrations et le développement.

Le dernier sommet de la francophonie tenu à Montréal avait pour thème "la défense du français". Aborder cette question ne prouve-t-il pas le recul de la langue française quand des pays comme le Rwanda fait de l'anglais une langue officielle en lieu et place du français?

Il est tout à fait naturel que l'organisation de la Francophonie fasse régulièrement un bilan de la place de la langue française dans le monde. Lors du dernier sommet de la Francophonie au Québec, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont tenu, par la résolution qu'ils ont adoptée, à rappeler le rôle essentiel que doit continuer à jouer la langue française au service de la francophonie. Cette résolution, rappelons-le, prévoit notamment la mise en place d'un pacte linguistique qui précisera les objectifs et les moyens que les gouvernements se fixent et entendent mobiliser pour favoriser l'utilisation sur leur territoire de la langue française. Elle demande aussi d'accompagner les Etats qui s'engagent en faveur du français, pour contribuer à garantir un enseignement public et privé de qualité dans un environnement multilingue à tous les niveaux de la formation, et à promouvoir une meilleure utilisation du français dans les organisations internationales.

A quoi sert la francophonie ? N'est-ce pas un cercle de rencontre entre chefs d'Etat et de gouvernement de cet espace ?

La francophonie multilatérale est un espace de rencontre et de dialogue incomparable pour tous ses Etats membres. Mais elle impulse également d'authentiques actions qui en font bien plus qu'un cercle de rencontre. J'en veux pour preuve toutes les actions visant à une observation optimale des pratiques de la démocratie et toutes celles relatives à la promotion de la langue française et de la diversité culturelle. Les institutions francophones ont par exemple joué un rôle majeur dans le travail qui a conduit en 2005 à l'adoption de la convention de l'UNESCO relative à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles. Et elles continuent d'être très influentes alors

qu'en ce moment même, dans le prolongement de l'entrée en vigueur de la convention en 2007, sont définies les modalités de mise en oeuvre de ce texte.

La jeunesse africaine avait accueilli favorablement l'annonce faite par le président Nicolas Sarkozy de la rupture des relations France-Afrique. Elle a applaudi à fortiori lorsque M. Jean Marie Bockel a publiquement annoncé son intention de signer l'acte de décès de la France Afrique. Hélas ! ce dernier a été muté à un autre poste au grand dam des partisans de la rupture. Ne sommes-nous toujours pas dans la continuité de la politique énoncée depuis 50 ans par le Général de Gaulle ?

Ne soyons pas victimes de slogans simplificateurs ! La France a évidemment, en Afrique, tout à la fois une histoire dont, comme du reste beaucoup de pays africains qui ont été liés à elle jusqu'en 1960, elle hérite, et, également, et de manière parfaitement transparente, comme tous les pays de la planète, des intérêts. Ceux qui prétendent s'offusquer, et affirment découvrir seulement aujourd'hui que l'histoire de la France en Afrique est particulière, ou bien que la France, comme tout Etat normalement constitué, a des intérêts politiques et économiques qu'elle entend défendre, sont soit ignorants de l'histoire, de la politique et de l'économie, soit particulièrement hypocrites. Connaissez-vous des Etats, a fortiori des Etats ayant, du fait de leur poids politique et économique, des responsabilités à l'échelle mondiale, qui n'auraient pas d'intérêts à défendre ? La Chine, la Russie, les Etats-Unis, l'Inde, la Grande-Bretagne n'ont-elles pas, comme la France, des intérêts à défendre, en Afrique comme ailleurs ? Les pays africains n'ont-ils pas eux-mêmes des intérêts à défendre en Europe, à Paris, à Bruxelles, ou bien aux Nations Unies, à Washington, à Pékin et à Moscou ? Le procès d'intention qui est souvent fait à la France est parfaitement ridicule. Ce qui est contestable en vérité, c'est l'absence de transparence, c'est lorsque les intentions affichées sont démenties par les faits, c'est lorsque l'aide au développement sert de couverture commode à la dépendance économique, c'est lorsque les réseaux privés plus ou moins occultes font la loi. Or, rien de cela ne correspond à la manière d'agir de la France

en Afrique, une manière qui s'appuie sur le dialogue des idées et des cultures, le soutien au développement de la démocratie et l'aide sous toutes ses formes.

La crise financière et bancaire qui frappe l'Occident n'aurait-elle pas une incidence dans la réduction de l'enveloppe de l'aide publique au Développement ?

Il serait parfaitement irresponsable de ma part d'affirmer que la crise de grande magnitude qui affecte les marchés financiers depuis la mi-septembre pourrait être sans incidence sur les enveloppes budgétaires réservées à l'aide publique au développement. Cela étant, tout est fait pour maintenir, voire accentuer l'effort de la France en matière d'aide. Le budget de la France est actuellement en cours de discussion au Parlement. Il est donc trop tôt pour vous donner des chiffres définitifs. Tout ce que je peux vous dire à ce stade est que, dans le projet soumis au Parlement par le gouvernement, le budget global des Affaires est en hausse de 3,6 pour cent, et contient notamment une proposition de hausse des crédits au Fonds européen de développement de 77 millions d'euros, une hausse de la contribution au Fonds mondial SIDA de 20 millions d'euros, portant ainsi la France respectivement

à la première et la deuxième places des nations contributrices à ces fonds stratégiques pour le développement des Etats les plus pauvres, avec 802 millions d'euros de contribution française au FED (1er rang) et 300 millions d'euros attribués au Fonds mondial SIDA (2ème rang mondial). Je pourrais ajouter que le gouvernement propose d'affecter 50 millions d'euros à l'aide alimentaire.

Excellence, pouvez-vous nous situer à quel niveau se conçoit la politique française de l'Afrique ? Est-ce à l'Elysée avec la cellule Africaine, au Quai d'Orsay, au Ministère de la Coopération ou alors au ministère de l'immigration et du co-développement, sans oublier les réseaux et lobbys des hommes politiques et hommes d'affaires français ?

La politique française en Afrique, comme l'ensemble des volets de la politique étrangère de la France, est naturellement impulsée par le président de la République, dont les orientations s'imposent, dans cette matière comme dans les autres, à l'ensemble des pouvoirs publics. Dans le cadre des orientations ainsi définies, il appartient bien sûr au Quai d'Orsay de mettre en œuvre la politique correspondante. Il n'y a là rien que de très classique dans

un pays démocratique où le président de la république tire sa légitimité de l'élection au suffrage universel direct. ■

(*) *Correspondant*

Relations économiques

La France a consolidé ces dernières années sa place de premier partenaire commercial du Burkina (30 % de parts de marché), de premier client et de premier fournisseur devant la Côte d'Ivoire, avec un solde positif de 153 M€ en 2002. 91 entreprises françaises y sont implantées et représentent 75 % du stock d'investissements étrangers. Elles occupent souvent le premier rang des secteurs productifs (coton) et du tertiaire (téléphonie, fret terrestre et aérien, grande distribution, carburants). Les intérêts privés français emploient 8.800 personnes. A côté des grands groupes, de nombreux opérateurs français installés à titre personnel au Burkina Faso jouent un rôle significatif dans la plupart des secteurs économiques.

Source: Ambassade de France au Burkina Faso

Normalisation diplomatique entre les États-Unis et le Venezuela

Au sommet des Amériques, Hillary Clinton et Hugo Chavez envisagent le retour de leurs ambassadeurs respectifs à Washington et Caracas, plus de 6 mois après leur expulsion. Hillary Clinton et Hugo Chavez ont discuté du retour de leurs ambassadeurs respectifs au sommet des Amériques.

Le département d'Etat américain a annoncé, dans un communiqué que le gouvernement américain "va maintenant oeuvrer" au retour de son ambassadeur à Caracas et à celui de son homologue vénézuélien à Washington. Le porte-parole du département, Robert Wood, précise que le président vénézuélien Hugo Chavez avait approché la secrétaire d'Etat Hillary Clinton lors du Sommet des Amériques à Port-of-Spain pour discuter du retour de leurs ambassadeurs dans leur poste respectif, à Caracas et Washington, ajoute-t-il. "C'est un développement positif qui aidera à faire avancer les intérêts américains et le département d'Etat va maintenant oeuvrer dans ce but", conclut Robert Wood. ■

L'Égypte souhaite renforcer sa coopération économique et commerciale avec la Chine

L'ambassadeur égyptien en Chine Mahmoud Allam a déclaré que l'Égypte souhaitait renforcer sa coopération économique et commerciale avec la Chine, afin d'approfondir leurs relations de coopération stratégique.

L'ambassadeur d'Égypte a indiqué qu'en 10 ans depuis l'établissement des relations de coopération stratégique Égypte-Chine, la coopération bilatérale dans divers domaines avait connu un grand succès. Selon lui, le volume du commerce bilatéral a atteint 6,2 milliards de dollars en 2008 et la Chine deviendra le plus important partenaire commercial de l'Égypte en 2010. La collaboration entre les deux pays a fait de grands progrès dans l'agriculture, allant de l'aquaculture et des champignons comestibles au génie

génétique et à l'anti-désertification, a souligné Mahmoud Allam, ajoutant que l'Égypte souhaitait coopérer davantage avec la Chine dans les domaines de l'énergie nucléaire, de l'énergie renouvelable et des centrales électriques.

L'Égypte et la Chine, en tant que deux pays en voie de développement, font face aux défis de la crise financière internationale. Les deux pays doivent renforcer leur coopération dans les affaires bilatérales, ainsi que dans les affaires régionales et internationales, afin de jouer un rôle plus important dans le processus d'établissement d'un nouvel ordre financier international, a-t-il poursuivi. La Chine et l'Égypte ont établi leurs relations diplomatiques en 1956 et des relations de coopération stratégique en 1999. ■

Magazine Diplomat investissement

www.diplomatinvestissement.com

La Chine continue d'investir dans les bons du Trésor des États-Unis

Amisi Rukiza

La Chine continuera d'investir dans les bons du Trésor américain. Elle fera également plus attention sur la fluctuation possible de ces actifs, a déclaré à Beijing une vice-présidente de la Banque centrale de Chine.

"L'investissement dans les bons du Trésor des États-Unis est une composante importante des investissements des réserves en devises de Chine," a indiqué Hu Xiaolian, vice-présidente de la Banque populaire de Chine (banque centrale) lors d'une conférence de presse sur la participation du président chinois Hu Jintao au sommet du G20. "Nous faisons naturellement attention à la sécurité et la rentabilité des bons du Trésor américain," a-t-elle ajouté. Les réserves de Chine ont atteint un re-

cord de 1 950 milliards de dollars à la fin de 2008, soit le plus grand volume mondial. La Chine a investi ses réserves de change dans des actifs à faible risque et à faible rendement, comme les bons du Trésor américain. Ces bons fluctuent pendant des périodes différentes, a indiqué Hu Xiaolian.

Les bons du Trésor achetés sont très importants pour les plans d'investissement de la Chine, et la nation y fera particulièrement attention, a-t-elle affirmé.

Puisque le dollar américain est encore la monnaie dominante, utilisée dans le règlement, l'évaluation et le paiement du commerce international, la Chine sera plus attentive à la surveillance du système monétaire international sur la base du dollar américain, a-t-elle conclu. ■



Président chinois Hu Jintao

Les pays africains se privent d'importants revenus dans le secteur minier

Des pays d'Afrique, qui n'arrivent pas à sortir leur population de la pauvreté malgré la richesse de leurs ressources minières, se privent de centaines de millions de dollars de revenus en raison des avantages accordés aux compagnies minières, dénonce un rapport publié par plusieurs ONG.

Ces pays octroient en effet d'importantes réductions d'impôts à ces sociétés minières et les font bénéficier de droits d'exploitation limités, voir nuls, écrivent les auteurs du rapport dont les travaux ont porté sur sept pays (Congo, Ghana, Malawi, Sierra Leone, Afrique du Sud, Tanzanie et Zambie).

En outre, les contrats passés entre États africains et sociétés minières sont souvent négociés en secret et sans contrôle des Parlements nationaux, déplore le rapport en réclamant davantage de transparence, la publication des transactions financières détaillées et un rôle plus actif des législatures.

"Les gouvernements empruntent dans des proportions folles pour répondre aux be-

soins de leur population. Et ces emprunts peuvent être évités si la capacité de collecter des revenus est rendue équitable", souligne Brian Kagoro, responsable d'ActionAid, l'une des ONG à l'origine de ce rapport.

Ainsi, le Ghana, un des gros producteurs d'or du continent, perd chaque année 68 millions de dollars de revenus pour cause de droits d'exploitation insuffisants, selon le rapport. La Tanzanie, troisième pays producteur d'or d'Afrique, enregistre, pour sa part, un manque à gagner de 30 millions de dollars par an. En Sierra Leone, les réductions d'impôts accordées à la seule entreprise minière Sierra Rutile s'élèvent à huit millions de dollars par an. Pour l'Afrique du Sud, premier producteur d'or du continent, les pertes en "royalties" sont estimées à 359 millions de dollars par an. Actuellement, l'Afrique du Sud ne perçoit aucun droit d'exploitation, mais les auteurs ont établi leurs calculs sur le taux contenu dans un projet de loi gouvernemental à l'étude depuis six ans. Le ministre sud-africain des Finances, Tre-

vor Manuel, a reconnu que son pays perdrait des revenus cette année en raison de "royalties différées", mais a estimé le manque à gagner à 195 millions de dollars. Il explique que son gouvernement a décidé de ne prélever cette année aucune royalty parce que la situation économique actuelle pourrait conduire à des suppressions d'emploi plus nombreuses.

Côté ouvrier, Frans Baleni, secrétaire général du Syndicat national des mineurs, le plus gros syndicat minier d'Afrique du Sud, dit comprendre le raisonnement mais souhaite que soit prise en compte la sauvegarde de l'emploi. Selon lui, l'octroi des licences d'exploitation minière et des contrats est un processus relativement transparent en Afrique du Sud où les salariés ont leur mot à dire.

Les "royalties" reversées à un pays par une société minière sont souvent calculées en pourcentage de la production concernée. ■

World Africa Business Center

FINANCE INTERNATIONALE

Le classement 2009 des 50 premières banques mondiales par capitalisation boursière

Amisi Rukiza

L'année 2008 et le début 2009 ont été terribles pour les banques. En effet, la crise des subprimes qui a entraîné une chute généralisée de toutes les places financières du monde et une crise du crédit, a fortement affaibli les banques. Conséquence directe, leurs actifs en portefeuille, ont considérablement perdu de leur valeur, voire sont devenus aujourd'hui invendables. Afin de clarifier leurs bilans, les banques ont été obligées de procéder à des dépréciations d'actifs qui leur ont coûté plusieurs centaines de milliards d'euros. Les banques ont donc été forcées d'obtenir de nouveaux capitaux. Ainsi, les augmentations de capital pour maintenir leurs ratios de solvabilité (Tier one) ont été légions et massives, ce qui confère véritablement à l'année 2008 le titre d'« année noire bancaire ». Une dizaine de banques américaines ont fait faillites outre-atlantique, dont IndyMac et surtout Lehman Brothers. En Europe, aucune faillite n'est à regretter mais de nombreuses nationalisations d'ex fleuron bancaire ont eu lieu : Royal Bank of Scotland, Lloyds TSB, HBOS, Dexia, Fortis, Kaupthing Bank...

2009 ne s'annonce toujours pas sous de meilleurs auspices. Les mauvaises nouvelles continuent d'affluer. Royal Bank of Scotland a annoncé début janvier des pertes estimées sur 2008 pour un montant de 31 milliards d'euros. Anglo Irish Bank a été nationalisée par le gouvernement irlandais. UBS a publié 13.10 milliards d'euros de pertes sur 2008 et reste très prudent pour 2009. En Allemagne, Hypo Real Estate, banque spécialisée dans le financement immobilier pourrait être nationalisée prochainement.

Face au classement actuel, on peut simplement noter que les banques Chinoises tiennent toujours, les trois premières places du classement. Elles sont d'ailleurs les seules à dépasser les 100 milliards de dollars de capitalisation boursière. Elles ont cependant vu (comme la plupart des

banques) leurs capitalisations boursières divisées par deux depuis début 2008. Les banques américaines frappées de plein fouet par la crise financière ont perdu leur leadership : Citigroup, ex-première banque mondiale en 2007, 9ème banque mondiale en juillet 2008, se retrouve aujourd'hui à la 34ème place mondiale. Les banques françaises, quant à elles se trouvent reléguées en milieu et bas de tableau : BNP Paribas, 1ère banque française se trouve à la 18ème place... La plus forte chute revient à Banco Santander (fortement touchée par la crise et l'affaire Madoff) 4ème banque mondiale 7 mois auparavant, est maintenant reléguée à la 34ème place du classement.

La Banque mondiale (BM) a lancé une nouvelle initiative mondiale destinée à

rassembler les gouvernements, les institutions financières et de développement et les banques pour soutenir le commerce dans les marchés en développement, a rapporté l'agence de presse du Nigeria. L'initiative avec un engagement initial ciblé de 5 milliards de dollars américains sera financé par le secteur public et soutiendra jusqu'à 50 milliards de dollars d'échanges.

La BM dans une déclaration a indiqué que le Programme de liquidité du commerce mondial pourrait commencer en mai.

Selon l'organisation, le renflouement est destiné à faire face à la pénurie de finance commerciale débouchant à la crise financière mondiale actuelle, ajoutant que le capital initial provenant de la finance

Classement 2009 des 50 premières banques mondiales par capitalisation boursière
(En milliards de dollars)

Rang	Banque	Capitalisation au 13/02/09	Evolution % depuis 15/07/08	Pays
1	ICBC	186.84	-20.82	Chine
2	China Const Bank	122.17	-34.54	Chine
3	Bank of China	111.20	-19.70	Chine
4	HSBC	92.59	-46.77	Royaume-Uni
5	Morgan Chase	92.16	-14.08	USA
6	Wells Fargo	66.64	-1.61	USA
7	Banco Santander	60.08	-45.11	Espagne
8	Mitsubishi UFJ	59.83	-37.91	Japon
9	Bank of Communications	39.14	-30.14	Hong Kong
10	Intesa Sanpaolo	37.80	-44.93	Italie
11	Bank of America	35.41	-58.06	USA
12	Royal Bank of Canada	33.73	-39.04	Canada
13	Crédit Suisse	33.55	-26.98	Suisse
14	UBS	33.33	-37.59	Suisse

Classement 2009 des 50 premières banques mondiales par capitalisation boursière
(En milliards de dollars)

Rang	Banque	Capitalisation au 13/02/09	Evolution % depuis 15/07/08	Pays
15	BBVA	33.31	-49.86	Espagne
16	Westpac Banking	32.46	-6.61	Australie
17	China Merchants Bank	31.73	-35.46	Chine
18	BNP Paribas	31.06	-60.30	France
19	Banco Itau	30.44	-44.96	Brésil
20	Commonw Bk Australia	30.40	-39.77	Australie
21	Sumitomo Mitsui	29.14	-50.83	Japon
22	Bradesco SA	27.97	-50.37	Brésil
23	Mizuho Financial	25.33	-54.59	Japon
24	Unicredit	24.44	-66.89	Italie
25	Bank of Nova Scotia	23.76	-46.40	Canada
26	Crédit Agricole	23.58	-41.82	France
27	Nat Australia Bank	23.47	-44.30	Australie
28	China Citic Bank	23.33	-18.19	Chine
29	Al Rajhi Bank	22.40	-33.39	Arabie saoudite
30	Hang Seng Bank	21.89	-37.54	Hong Kong
31	US Bancorp	21.76	-44.92	USA
32	Standard Chartered	21.56	-43.33	USA
33	Société Générale	19.86	-58.59	France
34	Banco Santander	19.45	-82.23	Brésil
35	Resona Holdings	19.14	8.75	Japon
36	Citigroup	19.02	-76.89	USA
37	Australia NZealand bk	18.41	-46.26	Australie
38	Deutsche Bank	16.81	-61.08	Allemagne
39	Banco do Brasil	15.96	-58.98	Brésil
40	State Bank India	15.62	-10.28	Inde
41	Nordea Bank	15.44	-55.22	Suède
42	Shang Pudong	15.01	-	Chine
43	Industrial Bank	14.89	-	Chine
44	Lloyds Banking	14.53	-53.29	Royaume Uni
45	China Minsheng	14.27	-	Chine
46	Canada Imperial Bank	14.00	-33.04	Canada
47	Bank of Montreal	12.94	-37.00	Canada
48	Northern Trust	12.86	-13.45	USA
49	DBS Group	12.69	-41.30	Singapour
50	Royal Bank of Scotland	12.37	-77.15	Royaume Uni

internationale et des institutions de développement, des gouvernements et des banques pourrait être géré par des banques globales et régionales.

La BM a introduit la liste des bénéficiaires pour inclure les importateurs et les exportateurs des pays en développement. Robert B. Zoellick, président de la BM, a salué ce qu'il a qualifié de coopération énorme entre les institutions du secteur public et privé, qui a facilité le Programme de liquidité du commerce mondial.

"Je salue le soutien du G20 pour sa solution ciblée et opportune qui apportera un financement commercial pour soutenir les affaires à travers les marchés en développement", a-t-il déclaré.

Selon l'agence de presse du Nigeria, le programme a jusqu'ici reçu un engagement d'un milliard de dollars américains de la part de la Société internationale de finance (IFC).

D'autres donateurs englobent le gouvernement britannique, à travers son institution financière et de développement (CDC), les gouvernements canadiens et néerlandais. ■

Sources :

Bloomberg : le top 500 Monde Sociétés par capitalisation

L'Express : Crise bancaire - hiérarchie bousculée (17/07/08)

Jacques Chirac demande des mesures fortes pour les pays pauvres

Hilaire Kasongo

Dans le journal "Libération" publié à la veille du sommet de Londres, l'ancien président Jacques Chirac appelle les dirigeants du G-20 à prendre des mesures "claires, justes et fortes pour sauver de la crise les pays les plus pauvres".

Dans cet appel intitulé "G-20: Sauvons aussi les pays pauvres!", l'ancien président de la République française souligne la "dramatique injustice" de la crise financière actuelle: "ce sont les plus modestes, ceux qui font vivre l'économie réelle, qui sont touchés de plein fouet par l'effondrement de l'économie virtuelle".

"Mais le G20 n'irait pas au bout de sa mission, s'il ne prenait pas aussi des mesures claires, justes et fortes pour sauver de la crise les pays les plus pauvres", lance Jacques Chirac, qui plaide pour "trois mesures immédiates".



Il demande ainsi d'assurer qu'au moins 1% des dépenses de relance sera consacré à un fonds spécialement dédié aux pays pauvres touchés par la crise". Il prône aussi de "réserver 10% des quelque 600 milliards de dollars qui seront consacrés à soutenir les actions du FMI (Fonds monétaire international) à de nouveaux allègements de la dette publique des Etats pauvres". Enfin, il propose d'"assurer la sanctuarisation pendant 5 ans des crédits déjà décidés pour le développement dans tous les pays du G-20". "Il faut tenir parole, pour tous nos engagements, coûte que coûte", juge Jacques Chirac.

"Ne faisons pas, une nouvelle fois, l'impasse sur les pays pauvres. Sinon, l'histoire sanctionnera, avec brutalité, cette légèreté et cet aveuglement", conclut l'ancien président. ■

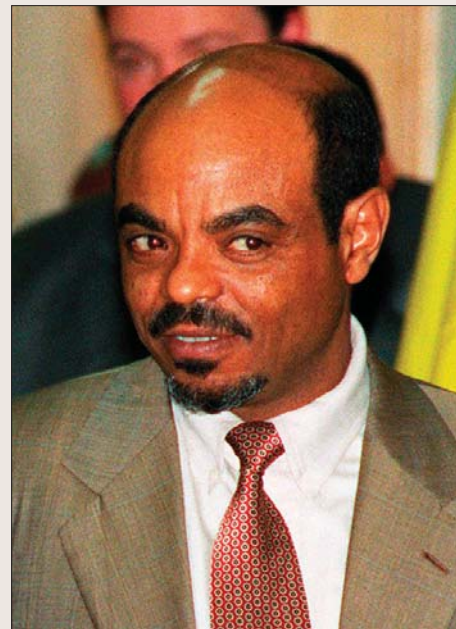
L'ancien président Jacques Chirac

Le PM éthiopien : «L'Afrique a été entendue à Londres»

L'Afrique "a été entendue" par les dirigeants du monde qui ont pris des décisions contre la crise économique et financière mondiale, a estimé le Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, de retour du sommet du G20 à Londres, a indiqué un communiqué du ministère éthiopien des Affaires étrangères.

L'Afrique "a été entendue" par les dirigeants du monde qui ont pris des décisions contre la crise économique et financière mondiale, a estimé le Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, de retour du sommet du G20 à Londres, a indiqué hier un communiqué du ministère éthiopien des Affaires étrangères. "Après le sommet, le Premier ministre Meles a clairement déclaré qu'il avait senti que la voix de l'Afrique avait été entendue, et qu'il avait été témoin d'un surprenant niveau de progrès", a souligné un communiqué, citant des propos de M. Meles, qui a assisté aux travaux du G20. "Le communiqué final du sommet (G20) promet

beaucoup, et par de nombreux aspects il a été un succès", et "l'Afrique semble avoir reçu l'essentiel de ce qu'elle demandait", ajoute la même source. La diplomatie éthiopienne s'est enfin félicitée que le sommet ait accepté que l'Afrique soit désormais invitée à chacune des rencontres du G20. En février dernier, le sommet de l'UA avait indiqué qu'il était nécessaire "de placer l'économie du développement africain au centre des efforts internationaux visant à mettre en place des stratégies de rétablissement de l'économie mondiale". Le sommet avait également décidé l'envoi d'une délégation unique africaine pour représenter au G20 les 53 Etats membres de l'UA. Cette délégation était composée de M. Meles, en tant que président du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), de Jean Ping, président de la commission de l'UA, et du président de la Banque africaine de développement, Donald Kaberuka. ■



Meles Zenawi

THE LONDON SUMMIT 2009

STABILITY | GROWTH | JOBS



Le G-20 se met d'accord pour renforcer la régulation financière

Dr Hilaire Woma

Le sommet de Londres débouche sur de vraies décisions. Les chefs d'État et de gouvernement du G-20 sont tombés d'accord sur une action concertée de grande ampleur face à la crise et sur une refonte du système financier. Les 20 principales économies mondiales ont notamment décidé d'augmenter de 1.000 milliards de dollars (742 milliards d'euros) les moyens des institutions financières, et pris des décisions concrètes pour renforcer la régulation des marchés, dont des mesures contre les paradis fiscaux et les fonds spéculatifs. Le communiqué final du sommet, adopté après des discussions tendues, selon le président français Nico-

las Sarkozy, donne satisfaction aux Américains comme aux Européens, aux grands pays émergents comme aux pays développés. Première décision, les moyens des institutions financières internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale...) vont être accrus de 1.000 milliards de dollars, dont la moitié pour le FMI qui verra ses ressources triplées.

La vente d'une partie des stocks d'or du FMI va permettre de doubler ses prêts aux pays pauvres. Le G-20 a décidé d'accroître de 250 milliards de dollars (186 milliards d'euros) le financement du commerce international dans les deux prochaines années. La France et l'Allemagne ont obtenu une déclaration solennelle sur la régulation financière, qui reconnaît que

les "défaillances graves du secteur financier et de la régulation" sont à l'origine de la crise. Surtout, des mesures concrètes ont été décidées. Les hedge funds (fonds spéculatifs), qui échappaient jusque-là à la régulation, vont être soumis à une obligation d'immatriculation et de transparence dans la gestion. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) va publier une liste des paradis fiscaux, trous noirs de la finance internationale. Les ministres des Finances mettront en oeuvre des sanctions contre les pays qui continueraient de ne pas coopérer avec le fisc ou la justice.

Des principes communs ont été définis pour la rémunération des traders, qui sera contrôlée par les autorités de régulation.



Photo officielle de la reine d'Angleterre Elizabeth II au palais de Buckingham avec les leaders du G20

Les agences de notation seront soumises à un code de bonne conduite. Les normes comptables seront revues. La définition des fonds propres des banques sera modifiée.

Le G-20 n'a en revanche annoncé aucune

mesure supplémentaire de relance de l'économie, malgré les souhaits des Etats-Unis. Un pas a été fait en direction d'une organisation mondiale de la finance avec la décision de mettre en place d'un "conseil de stabilité financière" réunissant

des représentants des 20 pays. Cette organisation sera notamment chargée de détecter précocement les problèmes éventuels qui pourraient menacer le système financier mondial. Les chefs d'Etat et de gouvernement ne cachaient pas leur satisfaction après ce sommet d'une journée dans les anciens docks de Londres. "Aujourd'hui les principaux pays du monde sont d'accord sur un plan global pour la reprise économique et la réforme", s'est réjoui le Britannique Gordon Brown, hôte du sommet. "Pour la première fois, nous avons une approche commune pour nettoyer les banques à travers le monde et restructurer le système financier mondial." Nicolas Sarkozy, qui avait menacé de claquer la porte si le sommet débouchait sur un accord a minima, a salué des résultats "sans précédent", "au-delà de ce que nous pouvions imaginer". "Tous, nous sommes conscients que seuls nous ne pouvons rien, qu'il faut de nouvelles règles, une refondation du système. C'est ce que nous avons fait", a déclaré le président français, qui a plaidé sans relâche ces derniers mois pour une "moralisation" du système financier. La chancelière allemande Angela Merkel a salué un "compromis très, très

bon, presque historique". Reste à savoir si ces décisions, bien accueillies jeudi par les marchés européens qui ont tous clôturé en forte hausse, vont rétablir la confiance dans une économie mondiale qui connaît sa plus forte récession depuis 1929.

Le succès dépendra de l'application concrète des mesures décidées à Londres, confiée aux ministres des Finances. Afin d'évaluer cette application, les leaders du G-20 ont d'ores et déjà prévu de réunir un troisième sommet à New York en septembre prochain au moment de l'assemblée générale des Nations unies. ■



ME ÉRIC ALLAN DE BARGIS

Avocat d'affaires et président de l'Union française du Canada

LA CÔTE D'IVOIRE COMME POINT DE DÉPART D'UNE NOUVELLE AFRIQUE

_____Ousmane Sow

Me Éric A. de Bargis, a effectué récemment une visite d'affaires en Côte d'Ivoire, sur initiative l'ONG Galaxie Jeunesse Internationale. Un séjour fructueux qui lui a permis de bien cerner le potentiel de ce pays. Il s'est confié à Diplomat Investissement.

Diplomat investissement: Me de Bargis, vous avez récemment effectué une visite d'affaires en Côte d'Ivoire. Quelles sont vos impressions après ce déplacement ?

Me Éric A. de Bargis: Je suis parti en Côte d'Ivoire, en Afrique, sans préjugés et aussi sans grandes attentes. Je ne connaissais pas le continent à part ce que j'avais appris à la petite école et au lycée. Je dois dire que jeune, l'opinion positive que j'avais m'a aidé à apprécier le voyage. Il y a eu une symbiose entre cette idée d'enfant et l'idée que je me suis faite sur place. Il faut ajouter également que j'ai eu des professeurs africains au lycée, notamment M. Glélé qui était originaire du Bénin. L'Afrique d'aujourd'hui est loin de la caricature que l'on en faisait dans les années 60. Il y a eu un fondement solide de l'État notamment en Côte d'Ivoire. Ce pays a une structure étatique, c'est-à-dire administrative et institutionnelle très forte, bien ancrée. Et c'est dans les moments de crise que l'on peut vérifier la solidité des institutions d'un pays. Il est donc plus facile de travailler en Côte d'Ivoire que dans d'autres pays aux structures vacillantes. La C.I. est incontestablement le leader en Afrique de l'Ouest et ce, malgré le conflit. Il fallait peut-être passer par là pour arriver à la sagesse et à la maturité. Concernant par exemple les élections, mon sentiment après avoir écouté différentes parties, est qu'elles sont reportées pour être organisées avec beaucoup de rigueur. Les partenaires extérieurs comprennent bien cette nécessité parce que les scrutins doivent être propres et consensuels quant aux résultats. Vu du Canada, c'est un signe encourageant.

Sur le plan humain, j'ai découvert un



Me Éric A. de Bargis

pays dans lequel je me reconnais, culturellement et intellectuellement. En tant que Français et Canadien, ma double culture me permet une double analyse et une approche nord-américaine qui est plus réaliste. Les Français installés ailleurs dans le monde ont une compréhension de l'Afrique moins étriquée. Également, aujourd'hui, étant un membre de la diaspora, je comprends la fierté des Africains du Canada de rester attachés à leur continent.

Concernant le travail sur place, comment les choses se sont déroulées ?

Pendant les 15 jours passés à Abidjan, j'ai eu au maximum une heure et demie de tourisme ! J'ai eu des rencontres très enrichissantes. La population ivoirienne est à l'écoute mais elle veut quelque chose qui lui permet de rester optimiste. Nous avons, en tant que personnes intéressées par le continent, une responsabilité qui est morale avant d'être économique. Il faut démontrer d'abord sa crédibilité, éviter les erreurs du passé. Pour cela, il est primordial de parler aux gens, de les écouter

Né en 1959 à Paris, ERIC A. DEBARGIS est titulaire d'un D.E.A. en droit des affaires et droit économique du Panthéon-Sorbonne, Paris. Il est également diplômé en droit civil de l'Université d'Ottawa au Canada et a étudié le droit international à l'Académie de Droit International de La Haye. Après avoir brièvement travaillé en tant que chercheur au ministère fédéral canadien du Revenu, Me Debargis entame une carrière d'avocat spécialisé en droit civil, immigration et droit des affaires. En 1986, il fonde l'Agence Montréalaise Pour l'Emploi, dont la mission principale est de répondre aux besoins des chercheurs d'emploi, d'informer, conseiller et placer les immigrants francophones sur le marché du travail montréalais. Il a été directeur des Opérations de Noga Commodities Canada, un groupe suisse oeuvrant dans les échanges internationaux de denrées alimentaires, responsable d'un projet d'implantation aux États-Unis pour Nouvelles Frontières, Paris. Aujourd'hui, outre ses fonctions d'avocat du Poste consulaire français de Montréal et d'avocat-conseil près le Comité martiniquais du tourisme, Maître DEBARGIS œuvre à titre d'avocat spécialisé en droit des affaires et droit international au sein du Cabinet Debargis & Daniel à Montréal. Président de l'Union française, Maître DEBARGIS a la réputation de marier la clarté de l'explication et l'acuité de la critique et au-delà du discours, l'action comme seule réponse. Par la signature d'un partenariat stratégique signé avec Galaxie Jeunesse International, le Président de l'Union Française a décidé de mettre à profit ses ressources et son expérience afin de redynamiser le tissu économique et social de la Côte d'Ivoire avec comme objectif, un partenariat plus large entre le Canada, la Côte d'Ivoire et la France.

pour comprendre les attentes et les espoirs. Ainsi, on peut se compromettre avec des promesses que l'on peut tenir. Les Ivoiriens sont des partenaires et non des pions, mettre de l'avant son partenaire permet de créer la confiance. Il est impossible d'aider l'Afrique en utilisant des recettes du passé qui ont abouti à des

dramas. Les solutions viendront d'Afrique et de sa diaspora. Il faut suivre l'exemple de la Chine qui a rapatrié des milliers de cadres qui vivaient à l'étranger. Pendant 15 jours, j'ai écouté et essayé de comprendre. La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui reflète les attentes de la sous-région. J'ai rencontré des gens de tous les milieux et de toutes les religions qui forment cette mosaïque. Chacun a compris qu'au lieu d'amplifier des différences mineures, l'intérêt commun est de bâtir une nation solide.

En ce début de siècle nouveau, le système financier est en faillite. Chaque pays développé cherche des solutions. Aux USA, on investit massivement. A mon avis, ce n'est pas la bonne approche. Il faut réparer le système financier et une partie de la solution doit venir d'Afrique. Elle ne viendra ni seule ni spontanément, mais en partie grâce à la diaspora africaine qui a travaillé et compris le système en faillite et qui ne reproduira pas les mêmes erreurs. Une partie de la solution est l'appartenance régionale, continentale, la relance de l'Africanité dans son sens le plus large. Il ne s'agit pas de remettre en cause les frontières actuelles mais d'élargir l'horizon. L'UEMOA est un grand exemple de réussite et il faut la renforcer. La Côte d'Ivoire doit remplir le rôle que l'on attend d'elle dans la zone parce que l'UEMOA suit son rythme. Il y a aujourd'hui, en Côte d'Ivoire, un exercice

d'humilité qui sera salutaire pour son avenir et permettra dans le futur, de jouer la carte du rapprochement.

Mon séjour en Côte d'Ivoire a été un succès total. J'ai rencontré des gens aussi bien en zone rurale qu'urbaine. Au Conseil général de Dimbokro, j'ai senti un dynamisme, une effervescence remarquable malgré la modicité des moyens. Mes discussions au niveau gouvernemental ont été positives. Je suis partisan de la technique qui consiste à plaider sa cause sans exercer de pression intellectuelle sur son interlocuteur. Les projets sociaux de Galaxie Jeunesse Internationale répondent aussi très bien aux attentes et mes partenaires l'ont compris.

Concrètement, quelles seront les retombées de ce voyage ?

A mon retour au Canada, j'ai organisé des séances de réflexion pour aider à voir plus clair dans la crise financière mondiale actuelle. Le système boursier est devenu dangereux, même pour les milliardaires. Il faut donc revenir à la valeur fondamentale : le travail, seule et vraie valeur créatrice de ressources. On doit faire de l'argent en travaillant et non en spéculant. Une nouvelle mentalité financière mondiale peut naître en Afrique, et pourquoi pas en Côte d'Ivoire. Nous avons donc décidé d'organiser, en Côte d'Ivoire, un colloque sur la Finance internationale et les questions bancaires. On veut faire cela en Afrique parce que tenir un tel colloque

dans les pays responsables de la débâcle nous ôterait toute crédibilité. C'est la compagnie canadienne BIA (Bureau international des affaires), également implantée en Côte d'Ivoire, qui s'en occupe. Ce colloque sera l'occasion de donner une réponse africaine à la crise actuelle d'autant plus que son système bancaire semble avoir été épargné durablement. Nous avons, sur notre liste, de très grands noms de la finance, surtout des experts qui avaient déjà tiré la sonnette d'alarme. Le colloque va identifier les incohérences et les inconstances du système financier international actuel.

Une solution africaine peut aider à aller plus loin, plus vite. Nous avons le soutien du gouvernement de la Côte d'Ivoire dans cette entreprise. A l'issue du colloque, notre intention est de créer un Institut des Hautes Études Financières Internationales à Abidjan pour devenir leader dans une nouvelle forme de pensée économique et financière.

L'économie et la finance ne sont pas des sciences exactes, il ne faut jamais négliger le facteur humain. Nous comptons sur le colloque d'Abidjan pour marquer le début d'une nouvelle ère, une ère qui saura enfin compte l'expertise, l'expérience et la sagesse africaine et surtout, qui permettra à ce continent au potentiel insondable, de recevoir durablement et équitablement, une large part des investissements internationaux. ■

Lancement d'un Fonds d'investissement pour l'agriculture en Afrique

Un an après les émeutes de la faim, quatre institutions financières internationales, l'AFD, la BAD, le FIDA et AGRA s'allient pour créer un Fonds d'investissement pour l'agriculture en Afrique. Réunissant l'Agence française de développement (AFD), la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) et la fondation de Kofi Annan « Alliance pour une révolution verte en Afrique » (AGRA), il lèvera dans un premier temps 200 millions d'euros avec, à terme, un objectif de 500 millions d'euros.

Il s'adresse aux entreprises privées et aux coopératives déployant des stratégies d'accroissement et de diversification des productions agricoles en Afrique. La crise alimentaire qui a éclaté en 2008 a mis en lumière les faiblesses majeures de certains pays d'Afrique, en particulier ceux qui dépendent fortement des importations alimentaires. Réduisant le budget des ménages et aggravant la malnutrition infantile, cette crise a fortement exacerbé la pauvreté des pays les plus démunis. Elle a aussi souligné la vulnérabilité de l'agriculture aux changements climatiques et les impacts négatifs de l'accroissement des productions sur les ressources naturelles.

Lancé par l'AFD, la BAD, le FIDA et AGRA en réponse à la crise alimentaire, le Fonds d'investissement pour l'agriculture en Afrique a pour objectif d'accompagner les entreprises privées et les coopératives d'apporter des stratégies d'accroissement et de diversification des productions agricoles sur le continent.

Il s'agit de renforcer le professionnalisme et l'organisation de la production agricole, de moderniser les filières et d'atténuer les risques liés à la volatilité des cours. Ce fonds appuiera les entreprises agro-industrielles et les coopératives agricoles qui travaillent, dans le respect de l'environnement et en faveur du petit paysan. Le fonds mobilisera dans un premier temps 200 millions d'euros et vise à terme un objectif de 500 millions d'euros. Ses actions prioritaires concerneront : les céréales, l'élevage, les productions laitières, les fruits et légumes, les engrais, les semences, les oléagineux, les institutions de crédit rural et les institutions d'assurance agricole. Une facilité alimentée par des subventions permettra de financer des études et des formations afin de renforcer les capacités de petites entreprises. Le fonds veillera également au dialogue entre les autorités gouvernementales et les organisations professionnelles agricoles. ■

COSTA RICA

Business opportunities in the telecommunications sector



Marcela Diaz

The monopoly held by ICE, the state-owned operator is coming to an end, as Costa Rica goes through a Telecom sector reform, bringing considerable opportunities for exporters and investors. Following are the comments from Marcela Diaz, Vice-President eXpancom Latin America

Pascal Lemba

Diplomat Investissement: Miss Diaz, in terms of business opportunities, can you provide us with some insights to the Costa Rican market and an update on the reform process?

Marcela Diaz: Costa Rica should be a priority market for companies targeting Latin America, with a stable economy and innovative approach to technology, the country as a direct impact on regional trends. From Canada and through our office in Costa Rica, we have been dealing

with this market for more than 15 years, keeping exporters and investors up to date on new opportunities. The telecom reform is in effect, with the latest developments being: Sutel, the regulatory entity, opened bids for licenses to provide Cable TV, Prepaid Telephony, Internet and VoIP services.

The initial stages to be granted approval to provide Telecom services in Costa Rica have been passed by the following companies: Redes Inhambricas de Costa Rica, Credit Card Services, Intertel Worldwide, Grupo Publicidad e Internet Inc, Telecomunicaciones Integrales de Costa

Rica, Ticom, R&H International Telecom Services S.A., Worldcom de Costa Rica, Call My Way, Telecable Economico, T.V.E., Dodona and SRL. Following final approval, Sutel must grant permits within 60 days.

Miss Diaz, what is the situation regarding cellular telephony?

The market will open in 2010, in the meantime, to service its growing customer base and remain competitive as new players enter the market, throughout 2009 investments from ICE Movil are expected to increase. Contracts already awarded include: 900K 3G lines in Costa Rica to Huawei (\$ 250 M USD) and a Wimax network to Airspan (\$ 12.5 M USD)

According to MINAET (Costa Rican Ministry of Environment, Energy and Telecommunications) cell phone penetration will reach 90% by 2014, a significant increase from the current 15% within the 4.2 million population.

Miss Diaz, what should Canadian companies be doing to insure access to the Costa Rican market?

Canadian companies should be working with a qualified partner to guide them through the process, entering the market requires a dedicated effort and a long term commitment to the region, language, cultural and regulatory issues must be clearly understood and dealt with. ■

Marcela has over 12 years of international experience in business development and marketing communications, having held senior management positions in the telecommunications field in Latin America, France and USA, a former Director with IDC in Latin America, she also held strategic positions at Business News Americas, Lucent Technologies, Harris Corporation and IATA. Miss Diaz is fluent in Spanish, English, French, Portuguese and Italian.

San Jose City Hall



BOTSWANA

L'économie la plus performante d'Afrique

Ousmane Sow

Le Botswana est le pays qui a connu la croissance la plus rapide au monde depuis 1966. La découverte d'importants gisements de minerais, dans un espace économique aussi réduit (diamants, surtout, mais aussi composé naturel de cuivre et de nickel), ne pouvait que favoriser une intense croissance du PNB. Le boom minier a été judicieusement mis à profit pour l'économie. Alors qu'ailleurs, le plus souvent, les revenus de telles ressources naturelles sont vite dilapidés, le Botswana les a bien gérés. Le taux de change réel n'a pas augmenté et les exportations de produits non traditionnels ont grossi rapidement. De gros efforts ont été faits en matière de santé, d'éducation et autres services publics de même qu'en faveur de l'infrastructure, pratiquement inexistante au départ. C'était bien le moins qui se puisse attendre de la part d'un gouvernement disposant de revenus en constant accroissement. Mais ce dernier a aussi réduit les inégalités dans l'accès aux services publics, il a su éviter d'accorder de trop grosses subventions aux populations urbaines. Par exemple, les sociétés fournissant l'eau et l'électricité ont su tirer des bénéfices de leurs actifs. En revanche, le logement a été subventionné.

Aujourd'hui, le Botswana est considéré dans le monde comme un modèle de succès africain. C'est un petit pays enclavé qui compte 1,8 million d'habitants et qui était l'un des pays d'Afrique les plus pauvres au moment de son indépendance en 1966 avec un PIB par personne de 70\$ US. Depuis cette date, le pays a été témoin d'une crois-



Lieutenant General Seretse Khama Ian Khama, Président de la République

sance sans précédent, renforcée par une gouvernance démocratique ainsi que d'une stabilité politique et macroéconomique. Dans les trente années qui ont suivi l'indépendance, l'économie du Botswana a enregistré la croissance la plus rapide au monde, dépassant les « économies tigres » de l'Asie du Sud-est, avec un taux de croissance annuel moyen de plus de 9%.

Sir Seretse Khama, fondateur du BDP (Botswana Democratic Party — Parti démocratique du Botswana), a été le premier président élu du pays, fonction qu'il occupa jusqu'à sa mort en 1980. Le président Seretse Khama ainsi que ses successeurs, Ketumile Quett Masire et le président Festus Mogae, ont fait du Botswana un pays à revenu intermédiaire aujourd'hui. Les gains remarquables de développement du Botswana de ces dernières décennies sont démontrés par l'amélioration des infrastructures socio-économiques dans tout le pays, du niveau élevé de gouvernance (16/212 par WBI), de la gestion des affaires (51) et des indicateurs économiques de liberté (38/141 par l'index mondial des libertés économiques).

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

L'économie du Botswana est dominée par l'industrie minière du diamant qui a représenté la plus grande source de PIB ces

trente dernières années. Actuellement, l'industrie du diamant représente 38 pour cent du PIB, suivie des services (44%), de la construction (7%), de la fabrication manufacturière (4%) et l'agriculture (2%).

Alors que le Botswana a connu une formidable croissance économique depuis l'indépendance, la tendance est peu à peu au déclin. Au cours des six dernières années, la croissance du PIB a été en moyenne autour de 5% et cette tendance devrait se poursuivre à moyen terme. Le défi majeur pour le Botswana est la diversification de son économie et la recherche d'autres vecteurs de croissance, sachant que la croissance liée au diamant est à la baisse. Malgré les efforts du gouvernement visant à promouvoir la diversification, la croissance des secteurs non liés aux ressources minérale est lente, et est loin d'atteindre l'objectif fixé dans le Plan national de développement 9 (5+% par an).

Le Botswana a un PNB par habitant de 5.900 dollars. Un des principaux objectifs de la politique budgétaire du gouvernement est de soutenir la stabilité macroéconomique en assurant des niveaux prudents de déficits et des dettes compatibles avec la viabilité de la dette. À cette fin, les dépenses récurrentes, à l'exclusion de la santé et l'éducation, a été limitée par l'usage de sources de revenus non-minéral.

Au cours des dernières années, les revenus du gouvernement ont avoisiné les 35% du PIB, dont certains proviennent de minéraux et de la SACU. Les dépenses du gouvernement représentent environ 37% du PIB (dont un quart est dédié au développement et le reste aux dépenses récurrentes). La position actuelle des comptes est bonne, avec un excédent budgétaire de l'ordre de 8% au cours des six dernières années, soutenue par la forte exportation de diamants. L'inflation, qui était à la baisse, a augmenté récemment dû à la dévaluation de la Pula et le prix élevé du pétrole, mais les perspectives restent favorables.

La dette publique, qui comprend principalement la dette intérieure, destinée à développer un marché intérieur d'obligations et la dette multilatérale, reste faible, à seulement 10% du PIB. Aussi, plusieurs années d'excédents budgétaires courants ont permis l'accumulation d'importantes réserves, permettant près de 25 mois d'importations à la fin -2006. ■



Centre ville de Gaborone

G-20

PRÉSENCE AFRICAINE

Jean Telé Udimba

Le Sommet du G-20 qui s'est déroulé à Londres n'avait, au départ, pas l'Afrique à son ordre du jour. Les dirigeants des pays riches et émergents, les organisateurs, au départ, n'avaient pas estimé important d'y convier des leaders africains. Nous étions alors partis pour un nouvel épisode de marginalisation voire de mépris envers un continent qui, malgré ses ressources phénoménales et son potentiel sans équivalent ne représente que moins de 3% du commerce mondial et environ 1,5% des flux financiers.

Heureusement, pour les uns et les autres, la raison a prévalu. Car, les penseurs de cette rencontre historique ont compris que cette crise n'a été ni le fait de l'Afrique ni de sa responsabilité quelconque. En outre, ils ont compris que la relance de l'économie mondiale passe obligatoirement par une aide massive, honnête et contrôlée au continent qui offre les plus grandes occasions de développement.

C'est dans cette nouvelle logique qu'il faut situer les promesses d'augmentation de 750 milliards de dollars du financement du FMI, le

traitement sans attente des demandes africaines en matière de justice financière et de répartition des investissements et surtout le besoin pressant de lutter contre la pauvreté en Afrique est un élément de la sécurité et de la prospérité de l'Occident qui a de plus en plus de mal à gérer les flux migratoires ininterrompus avec les drames humains qui y sont attachés.

Il n'y a pas de doute comme le disait un penseur français : «Le G20, même élargi, ne peut se limiter à refonder le libéralisme économique autour d'un groupe de 20 pays qui représentent 87 % du PIB mondial, 65 % de la population mondiale et font subir les conséquences de leur politique économique aux pays les moins influents de la planète. A Londres, la présence du président de la Commission de l'Union africaine, comme représentant exceptionnel de l'Afrique, est un début encourageant mais insuffisant s'il ne s'agit que d'un observateur. Les plans de relance économique vont creuser les déficits budgétaires des pays riches, favorisant le protectionnisme, le nombrilisme économique et la baisse de l'aide au développement. En réalité, les pays riches n'ont pas abandonné l'idée d'éponger partiellement les dettes du néolibéralisme économique dérégulé par les contribuables et les pays dont les budgets sont excédentaires.

Avec une croissance qui restera positive en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient en 2009, les pays industrialisés avec leur 4,3 % de croissance négative doivent faire profil bas. Ils doivent accepter d'écouter l'Afrique dans sa diversité tant sur les propositions de court terme que de long terme. Les pays riches ou le FMI ne peuvent plus représenter l'Afrique au G20. Il faut une «rupture». Avec 6,2 % en 2007 et 5,2 % en 2008, l'Afrique a contribué à soutenir la croissance mondiale. Pour l'Afrique, il n'y a pas d'alternative à un pacte de soutien au pouvoir d'achat et une croissance économique partagée, soupape de sécurité contre le choc des crises alimentaires, énergétiques et des intempéries... L'Afrique devra organiser sa propre veille économique. » Il faut voir, en Afrique également, la crise comme une occasion, une manne providentielle pour changer les pratiques et s'ouvrir à plus d'investissements. Car, s'il y a encore un coin du monde où tout est à bâtir, c'est bien en Afrique.

Les pays riches ou le FMI ne peuvent plus représenter l'Afrique au G20.

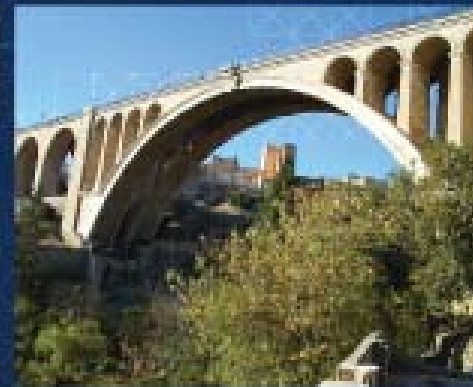
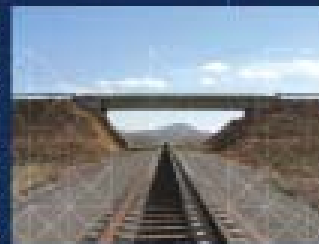
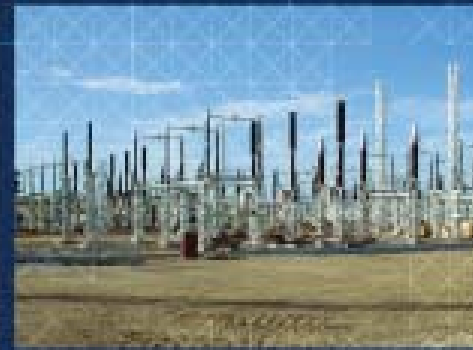
Il faut une «rupture». Avec 6,2 % en 2007 et 5,2 % en 2008, l'Afrique a contribué à soutenir la croissance mondiale.



M. Jakaya Kikwete, Président de la Tanzanie et Mme Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente du Liberia

DESSAU

50 ANS D'INGÉNIERIE CANADIENNE
AU SERVICE DES PAYS DE LA FRANCOPHONIE





VOUS VOULEZ ACTIVER VOS
EXPORTATIONS?
NOUS POUVONS VOUS AIDER.

NOUS SAVONS TOUS CE QUE ÇA SIGNIFIE. Nous savons que vous voulez tirer profit des grandes possibilités qu'offre l'exportation. Grâce à nos solutions d'assurance et de gestion de fonds de roulement, ainsi qu'à notre connaissance des marchés internationaux, vous trouverez chez nous les produits et l'expertise qui vous aideront à activer vos exportations. Avec EDC, vos désirs prennent forme.

2 0 0 M A R C H É S À T R A V E R S L E M O N D E

www.edc.ca/services | 1-866-361-1118

Un monde d'opportunités à saisir

Canada

 EDC